



Frédéric Petit
Député des Français établis à l'étranger
Allemagne, Europe centrale et Balkans
126 rue de l'Université - 75355 – Paris 07SP



Madame Éléonore Caroit
Ministre déléguée
Chargée de la Francophonie, des Partenariats internationaux et des Français de l'étranger
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
27 rue de la Convention
75732 Paris Cedex 15

Paris, le 2 décembre 2025

Madame la Ministre,

La crise financière que traverse actuellement l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) constitue à terme une grave menace pour notre diplomatie. Vous et moi partageons le même attachement à cet instrument séculaire de notre diplomatie culturelle qui maintient l'excellence tout en restant inclusif et dont le président de la République a souhaité le déploiement à l'horizon 2030.

Je vous remercie donc pour votre engagement et les initiatives déterminées que vous avez lancées dès votre prise de fonction concernant le réseau d'enseignement français à l'étranger. En effet, la crise de l'Agence et de la soixantaine de lycées dont elle a la gestion directe, couve depuis 2017. Mais, la réforme qui aurait pu éviter cette dérive financière a été systématiquement évitée par les directions successives, alors même que le montant de la subvention versée en 2024 s'élevait à 449 millions d'euros (100 millions de plus qu'en 2017 !).

Madame la ministre, comme vous, j'ai pris bonne connaissance des travaux du Conseil d'administration de l'AEFE qui s'est tenu le 27 novembre, et des annonces qui y ont été faites. En tant que parlementaire et surtout rapporteur pour avis du budget de la diplomatie culturelle et d'influence (programme 185 de la mission Action extérieure de l'État), je considère que les mesures annoncées pour combler le déficit de l'Agence sont potentiellement injustes, et à tout le moins difficile à mettre en œuvre : politiquement, tant que nous n'avons aucune garantie que les réformes indispensables seront lancées de toute urgence par la direction de l'Agence ; et techniquement, tant que la présentation comptable de son activité est aussi fragilement documentée.

Le parlementaire que je suis ne peut admettre les manœuvres dilatoires, l'organisation de sursis à coup de captation de certaines parties de la subvention pour charge de service public, la présentation de comptes erronés, le morcellement des actions et des responsabilités, devenu préjudiciable au bon fonctionnement de cet opérateur de l'État.

Malgré cette situation inquiétante qu'il nous faut réparer au plus vite, fort heureusement le réseau des lycées français à l'étranger reste solide : plus de 500 lycées (sur 600), rassemblant

360,000 élèves (sur 400,000), ne sont pas directement impactés par les difficultés actuelles de l'AEFE. Le réseau s'est même développé ces dernières années, conformément à la politique annoncée en 2018 : plusieurs dizaines de milliers de nouveaux élèves ont apporté à l'agence une ressource extérieure supplémentaire d'une trentaine de millions d'euros.

Madame la Ministre, vous pouvez compter sur mon engagement en tant que parlementaire des Français établis hors de France pour vous soutenir dans votre volonté de réforme. En tant que rapporteur budgétaire sur l'AEFE, je m'attèlerai avec autant d'ardeur qu'à l'accoutumé à ma tâche dans les semaines qui viennent. Et, je participerai bien volontiers, comme vous l'avez suggéré récemment, au côté de mes collègues parlementaires, aux travaux relatifs à cette réforme urgente et nécessaire que j'appelle de mes vœux.

Je me tiens en particulier à votre disposition et à celle de vos services pour vous présenter les premières mesures telles qu'elles résultent de mes observations et consultations réalisées depuis 2017, qui permettraient de renforcer le système d'enseignement français à l'étranger et de favoriser son développement.

Je vous prie de croire, Madame la ministre, à l'expression de mon profond respect.

Frédéric Petit



Copies :

M. Jean Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ;

M. Cyrille Pierre, Président du Conseil d'Administration de l'AEFE.

Frédéric Petit

Député des Français établis en Allemagne, Europe centrale et Balkans
frederic-petit.eu – frederic.petit@assemblee-nationale.fr – 01 40 63 75 31